Contestation concernant le foncier dans la cité Goudiaby des 50 Logements :
Le chef de la BUPE cherche-t-il à contourner le secrétaire général de la Mairie de la Commune IV ?

MALI

1546

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 22 MARS 2024

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Économie et Gestion

Effondrement du socialisme-communisme triomphe

Journée Internationale des Droits des Femmes :
Une Lutte Contre la Corruption et pour l'Égalité

New York : Visite du Ministre Dr COULIBALY Mariam MAIGA au siège de l'UNFPA

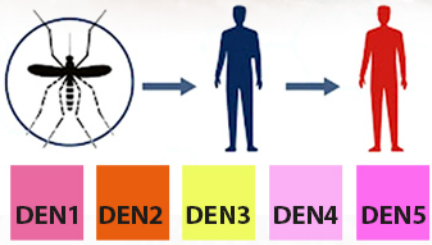
Dengue

Maladie causée par un virus du genre Flavivirus, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé Aedes aegypti

CAUSES

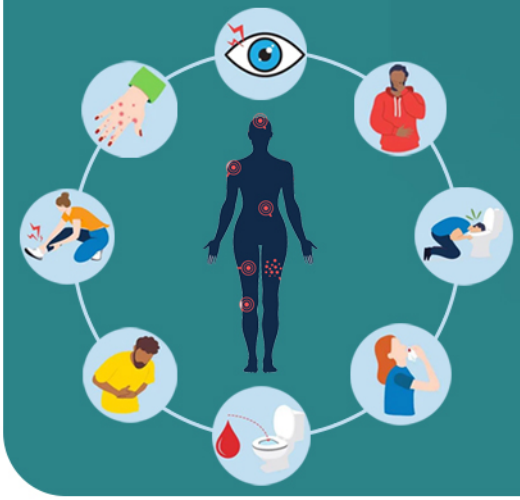
Piqûre du moustique femelle Aedes aegypti

5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derriere les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptomes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN

Un vaccin est disponible*

Paracétamol

Repos

Anti-inflammatoire

⚠ ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION

Consultez toujours un médecin en cas de dengue

Éviter l'eau stagnante

Faites vous vacciner contre la dengue*

Mettez du chlore dans les piscines

Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déja infectées par la maladie

Sommaire «

P. 18

P. 24

P. 28

/ Une /

Économie et Gestion — P. 4
Effondrement du socialisme – communisme triomphe

/ Breves /

Diplomatie : Le nouvel ambassadeur du Mali en Allemagne présente sa lettre de créance — P. 18
Commission de l'UA à Addis-Abeba : Dr Madou Diallo présente sa lettre de créance — P. 19
Ramadan Tour 2024 : Assistance du Mouvement "An biko" à des couches les plus vulnérables — P. 20
New York : Visite du Ministre Dr COULIBALY Mariam MAIGA au siège de l'UNFPA — P. 21
Sécurité alimentaire : — P. 22
Le CNSA planche sur les réponses d'urgence à apporter aux nécessiteux

/ Actualité /

New York (USA) : Ouverture officielle de la 68ème session annuelle de la Commission de la condition de la femme — P. 24
Contestation concernant le foncier dans la cité Goudiaby des 50 Logements : Le chef de la BUPE cherche-t-il à contourner le secrétaire général de la Mairie de l a Commune IV ? — P. 25

/ Politique /

Conseil National du Patronat Malien : Le réveil inattendu du dossier du contentieux électoral — P. 28
Journée Internationale des Droits des Femmes : Une Lutte Contre la Corruption et pour l'Égalité — P. 29

/ Culture & Société /

ÇA SE PASSE AU GRIN : La glace aussi ! — P. 32

/ International /

Sortie du documentaire de CGTN Français : « LE RETOUR DES HIRONDELLES - À la recherche de la vérité au Xinjiang » — P. 33
La démocratie populaire intégrale : Un modèle réussi de gouvernance — P. 34

/ Sport /

Championnat de football : La revanche djolibiste — P. 35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Économie et Gestion

Effondrement du socialisme-communisme triomphe

Mitige du capitalisme et de l'occident pour des modèles « politique » et « économique » africains

Dans de nombreuses publications, notamment celle intitulée « Le capitalisme aux abois parce qu'il n'y aura plus de nouvel âge d'or » paru le 02 Septembre 2022, dans les journaux « Les Echos Hebdo N°1692 » et dans le journal en ligne « Malikilé N°1173 », nous avons avancé des arguments tendant à démontrer la nécessité de « modèle politique » et de « modèle économique » Africains. Les modèles importés ont démontré leurs limites.

I - L'AFRIQUE PROTESTE ET SE REPOSITIONNE.

1. De plus en plus, de millions d'Africains sont convaincus, jour après jour, que des solutions imaginées par les autres et implantées sur le continent n'ont pas donné les résultats escomptés.

Pire, ils découvrent qu'en réali-

té, ces solutions n'étaient pas conçues pour un développement du continent, mais plutôt pour le maintenir en état permanent de dépendance politique et économique. Ils découvrent que des filles et fils du continent, peut-être par manipulation ou sciemment, ont pris part activement à l'implantation desdites solutions ayant contribué davantage à la paupérisation des populations Africaines.

2. Alors, tout le retard du continent n'est pas imputable aux envahisseurs. Il faut rompre avec les théories permanentes de complot et de la victimisation pour une prise en mains de notre destin. Les pays Africains ne pleurnichent plus pour le départ d'un sauveur qui n'en est pas un. L'Afrique doit trouver ses propres voies pour le progrès et ses propres remèdes aux maux qui rongent le continent dont le dénominateur commun est le manque de développement économique et social. Ce sont ces "voies et remèdes" que nous appelons « modèles Africains ». La sémantique n'a pas beaucoup d'importances : propres voies, solutions adaptées aux spécificités ou tout simplement modèles, etc, il ne fait aucun doute le meilleur sauveteur de l'Afrique, ce sont les Africains eux-mêmes. Au nombre des millions de compétences dans tous les domaines du savoir, les filles et les fils du continent se doivent de les trouver, de les imaginer, de les concevoir et de les mettre en applications.

3. Non, les Africains ne sont ni des « incapables à penser » encore moins des « incapables à faire ». Il est vrai que des centaines d'années d'esclavage et de colonisation ont tellement meurtri l'Homme noir qu'il doutait de lui-même. Il se considérait, dans bien des domaines du savoir, comme un incapable, vivant dans un complexe d'infériorité injustifié. Il n'arrivait pas à se faire confiance et pensait que les solutions à tous ses problèmes étaient dans les mains des envahisseurs.

4. Cette époque est révolue. L'Afrique ne demande qu'à nouer des partenariats « gagnant – gagnant » avec le monde entier dans le respect et la considération réciproques. Celui qui n'a pas compris cela est un « incapable à changer ». Et il doit partir de lui-même ou se fera virer sans tapages ni bruits.

Une analyse retro perspective, relativement lointaine, est très instructive et permet d'affirmer que les Africains n'ont pas beaucoup de choix, que de créer leurs « propres modèles ».

5. Aux indépendances, chaque pays est resté dans le cercle de la puissance coloniale qui a longtemps

influencé, voire imposé, ses choix politiques et économiques à son ancienne colonie. Ainsi si l'ancienne puissance coloniale était un pays à économie socialiste, le pays adoptait généralement le socialisme comme système économique. Il en était également du système économique capitaliste. Chaque pays faisait sien, les « modèles » de la puissance coloniale.

6. Comme ces deux blocs économiques étaient en opposition, les pays du continent voulant bâtir leur développement économique avec tous les pays du monde, sans partis pris, semblaient tiraillés entre eux. Certains ont tenté de rester équidistants de chaque camp, en créant un troisième bloc, les « non alignés ». Le Président Modibo Keita du Mali a été un grand artisan aux côtés de Présidents Africains comme Hailé Sélassié, Nasser, Sékou Touré, Kwamé N'Krumah et à l'échelle mondiale comme le Maréchal Josip Broz Tito de Yougoslavie, Indira GHANDI, Fidel Castro, etc.

Si mentalement on pouvait se croire « non aligné », dans les faits, il était très difficile de garder l'équidistance. Le mouvement des « non-alignés » n'a semble – t – il pas été un grand succès.

II – LA « VICTOIRE » DU CAPITALISME SUR LE SOCIALISME.

7. Finalement, le monde était divisé entre les deux blocs : les pays Occidentaux à économie capitaliste ou libérale et les pays de l'Est, à économie socialiste ou communiste. Ces deux systèmes économiques étaient en bataille depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945 jusqu'en 1989, la chute du mur de Belin qui séparait les deux Allemagnes, dans la nuit du 09 au 10 novembre 1989.

L'unification de l'Allemagne a été perçue comme une victoire éclatante du capitalisme sur le socialisme, des pays de l'Occident sur les pays de l'Est.

8. Le coup de grâce qui a définitivement « enterré » le socialisme a été donné dans les années 1991 – 1992 par le dernier Président de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), feu Mikhaïl GORBATIEV.

La Fédération de l'Union Soviétique, constituée des 22 Etats, éclate. De nombreux pays accèdent à l'indépendance et rejoignent le bloc des pays Occidentaux, consolidant encore la victoire de l'occident.

Même la Fédération de Russie, l'entité « noyau » de l'Union entreprend des

réformes économiques en direction du capitalisme. La Chine aussi, un pays poids lourd du bloc 3 de l'Est, entreprend des réformes économiques très profondes en direction de l'économie de marché.

9. La « victoire » du Capitalisme sur le Socialisme, celle des pays de l'Occident sur les pays de l'Est, semble totale. La guerre des idéologies est remportée par les pays Occidentaux. Le grand philosophe, économiste Américain Francis FUKUMAYA, écrit un article très célèbre intitulé « La fin de l'histoire », puis un livre « La fin de l'histoire et le dernier homme »,1992 édition Macmillan Inc, New York, édition française présentée par Hubert VEDRINE, Flammarion mars 2018.

Les pays Occidentaux jubilent, ils pensent maintenant avoir devant eux le boulevard pour imposer au reste du monde :

- leur modèle de démocratie libérale,
- leurs cultures et les valeurs sociales.
- bref leur mode de vie,

La guerre semble finie, à défaut de combattants. L'hégémonie occidentale règne sur la planète. Tu acceptes ou on te casse la gueule. Et pourtant tout ne semble pas encore gagné.

10. Les valeurs unanimement acceptées à l'échelle mondiale comme socles du développement économique et social sont : la technologie et l'interdépendance économique des pays.

Tous les pays construisent des modèles en les adaptant à leurs cultures. L'Afrique ne doit pas être en reste au risque de se voir imposer encore tous les déshydratas des Occidentaux qui l'ont martyrisé pendant des siècles.

Il ne fait aucun doute, qu'on ne construit pas un modèle comme si l'on démolissait un vieux bâtiment pour le remplacer par un autre. Non seulement il requiert du temps, et il pourrait y avoir des modèles par secteur comme le modèle de développement agricole, le modèle d'enseignement qui produira le type d'Homme Africain souhaité, le modèle d'industrialisation, le modèle d'aménagement du territoire offrant des infrastructures adéquates, le modèle de pyramide de santé, etc.

11. Par contre, les peuples tiennent absolument à leurs cultures, leurs valeurs, en somme tout ce qui fait leurs identités. Ils refusent la prétendue universalité des valeurs occidentales.

Ainsi la gestion du pouvoir par la démocratie libérale, le suffrage universel

direct n'est pas acceptée par tous les pays du monde, notamment des grands pays comme la Chine, la Corée du nord, l'Iran, les Monarchies du Golfe, des pays de l'Amérique latine comme Cuba, Venezuela, des pays de l'Asie et bien entendu les pays Africains qui, de plus en plus refusent l'ingérence politique et la condamne fermement.

Des valeurs sociales propres à l'occident comme : « l'homosexualité et le mariage pour tous » sont catégoriquement refusés par plus de pays qui, au-delà du rejet, les condamnent que ceux qui les tolèrent.

Le rejet avec violence de l'introduction de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires, la pénalisation de l'homosexualité dans certains pays sont autant d'illustrations que les Africains tiennent à leurs identités.

12. Nul ne doute que la culture est le socle du développement économique et social. L'Afrique doit concevoir ses propres modèles notamment en matière politique et économique, si elle tient à préserver son identité.

On pourrait affirmer sans grand risque d'être démenti que le monde serait, probablement plus en paix, en tout cas irait beaucoup mieux, si les occidentaux pouvaient arrêter « l'exportation de leur modèle de démocratie et leurs valeurs sociales ».

Mais ils ne peuvent pas, puisque l'ingérence politique et la colonisation culturelle sont des armes efficaces de domination et d'accès aux ressources.

Dans un tel contexte, il ne reste plus à l'Afrique qu'à concevoir son « modèle de gestion du pouvoir ».

13. Les Africains jusque-là perméables à tout et consommateurs tous azimut de tout ce qu'on leur proposait commencent à se réveiller pour dire haut et fort, en filigrane, « nous sommes prêts à tout partenariat économique, mais sans ingérence politique, ni atteinte à notre culture, à nos valeurs ».

D'ailleurs c'est ce qu'ont toujours fait les monarchies du Golfe et d'autres grands pays. Mais on ne rejette des propositions qu'avec des contrepropositions. Les pays Africains n'avaient pas beaucoup de propositions en mains, surtout qu'ils étaient convaincus qu'ils sont tellement pauvres qu'ils ont besoin de sauveteurs. Des réflexions sont engagées, partout sur le continent pour trouver des « voies d'accès et de gestion » du pouvoir du politique.

14. Le suffrage universel direct comme mode de désignation des dirigeants ne semble pas adapter aux réalités Africaines : des pays multi-ethniques, à plusieurs régions et sans masses critiques d'instruits capables de discernement.

Dans ces genres de situations, il serait préférable que chaque région élise ses représentants, qui vont élire à leur tour les représentants nationaux.

Un Conseil Républicain à "présidence tournante" serait ainsi mis en place. Tel n'est-il pas le cas dans des pays comme la Suisse et ses cantons, l'Italie, la Belgique, la Chine avec ses modes de désignation des dirigeants à trois étages et mêmes les Etats Unis où les populations élisent des « grands électeurs » qui élisent à leur tour le Président ? Il est permis d'es-

pérer que des spécialistes en Droit Constitutionnel des pays du continent seraient entrain de proposer autre chose beaucoup plus adaptée aux réalités historiques et culturelles des pays.

III – LA NECESSITE D'UN « MODELE AFRICAIN DE GESTION DU POUVOIR ».

On ne doit pas avoir peur d'être traité d'anticonformiste : plus on est bien formaté, conformiste, docile, aligné, etc, moins on changerait de choses et moins on serait utile à nos pays, à notre continent.

15. Tout modèle qu'il soit politique ou économique a besoin de temps pour produire ses effets, des résultats. Ce sont les résultats obtenus au fil des épreuves du temps qui permettent d'évaluer la pertinence d'un modèle. Les inadaptabilités et autres insuffisances relevées sont corrigées pour le consolider.

C'est dire que le temps est un allié incontournable et toute projection dans le temps exige la stabilité, la paix. Il est désormais établi que la paix est une donnée incontournable, une variable de l'équation du développement.

16. Les pères des indépendances n'avaient-ils pas bien vu cela en créant en 1963, une Organisation qui a pour vocation d'œuvrer pour la paix et l'unité du continent ?. Soixante (60) années après la création de l'OUA, une Organisation régionale, la CEDEAO créée en 1975 pour promouvoir la paix par le développement économique et social en Afrique de l'Ouest, crée une « armée en attente » pour attaquer un pays membre, après avoir infligé aux populations des sanctions et des embargos les plus inhumains.

17. Quelle attitude belliqueuse, de va-t'en guerre !! Comme si les envahisseurs n'avaient pas assez fait avec l'esclavage et la colonisation, des Africains passent à l'action contre leurs frères et sœurs. Nous avons tellement compris la théorie de « guerre chirurgicale (faire la guerre en choisissant les morts) de l'occident » que les Dirigeants de la CEDEAO croient qu'ils peuvent atteindre les Dirigeants d'un pays par des embargos tout en évitant de faire souffrir les populations.

Quelle aubaine pour les envahisseurs, au moment où des Intellectuels toutes races confondues de par le monde, demandent des « réparations à l'occident » pour l'Afrique ? Est-ce que les envahisseurs pouvaient espérer mieux que cela ?

18. Pourtant la CEDEAO dispose outre ses propres instruments, de nombreux Instruments régionaux de prévention, de règlements des conflits, ceux de l'Union Africaine et même la Charte du Mandé ou de Kouroukan Fouga, citée comme « instrument endogène ». Tous privilégient l'anticipation des conflits et des méthodes pacifiques de résolutions.

Ensuite la mise en œuvre de la « Coopération universitaire et scientifique » par des échanges d'étudiants devrait permettre aux populations de l'espace de se connaitre pour plus de brassage et d'intégration.

19. Pourquoi au lieu de recourir à ces instruments pacifiques, la CEDEAO tend à privilégier les sanctions, l'usage de la force et

les guerres tout en sachant les conséquences incalculables : des milliers de morts, des orphelins, des mutilés, des refugiés, des destructions économiques, la désolation ? Quelle belle méthode de promotion de la paix ?

Ce faisant, la CEDEAO, sensée renforcée l'unité africaine par le développement économique et social, s'inscrit, de façon regrettable, en contre-courant des idéaux des pères fondateurs de l'OUA. Impuissants, beaucoup d'entre eux se tourneront dans leurs tombes pour regarder ces Présidents et Dirigeants communautaires aux services d'autres causes que la paix et le bonheur des filles et des fils du continent.

IV – LE SYSTEME CAPITALISTE SERAIT-IL A BOUT DE SOUFLE ?

18. Depuis plusieurs années, le monde traverse une grande crise économique. Comme le capitalisme semble être le seul système économique grâce à sa « victoire sur le socialisme », ses tares et insuffisances apparaissent progressivement. Le système serait – il à bout de souffle ?

19. En effet, la spéculation financière a atteint des records avec des milliers de milliards de Dollars et d'Euros fabriqués au moyen de l'usage de la « planche à billets », pour empêcher l'effondrement des banques lors des crises financières et celui de toute l'économie lors des crises sanitaires, dont dernièrement le COVID-19.

La masse d'argent fabriquée dans les grands pays capitalistes serait bien à des multiples supérieure, selon de nombreux spécialistes, à la valeur de l'économie réelle, celle des biens et des services, créant ainsi une « bulle financière ».

Une bulle est comparable à un caoutchouc gonflé. Cette bulle pourrait – elle éclatée ou pas ? Au cas, où elle éclaterait, quand est-ce-que cela se produirait et où se situerait l'épicentre ?

20. Ensuite le système devient de plus en plus inhumain. Le Prix Nobel d'économie Joseph E. STIGLITZ, a alerté dans son livre « La grande désillusion », paru aux éditions Fayard 2002, « La mondialisation, ça ne marche pas ni pour les pauvres, ni pour l'environnement, ni pour la stabilité de l'économie mondiale ».

Selon un Rapport d'étude en 2020 de l'ONG International Oxfam, intitulé « La loi des plus riches », le nombre de millionnaires en dollar en 2022 est estimé à 59 millions 400 mille personnes sur une population du monde estimée à près de 6 000 millions, autrement dit 6 milliards de personnes.

Selon toujours le même Rapport, les 1% des plus riches, c'est-à-dire environ 6 millions de personnes (59 400 000 x1%) détiennent plus de 60% des richesses mondiales. Des crises de grandes ampleurs éclatent de temps en temps dans des pays développés.

21. A quoi servent des grands chiffres affichés par une économie alors que des millions de personnes vivent dans la misère : sans logement, sans assistance médicale, etc. Le système n'arrive pas à résorber le chômage qui est devenu un fléau mondial, la pauvreté gagne du terrain. Des diagnostics pertinents sont faits par des sommités de l'économie, des finances, des sciences de gestion et sociales dans des ouvrages dont on cite entre autres :

- Joseph E. STIGLITZ, Prix Nobel, « Quand le capitalisme perd la tête », 2002, Edition Fayard,

- Joseph E. STIGLITZ, Prix Nobel, « La grande désillusion», 2002, Edition Fayard, On pourrait faire un résumé de ce livre comme suit : le Prix Nobel d'économie, ancien Responsable à la Banque mondiale, ancien Conseiller spécial du Président Bill Clinton, appelle les pays sous-développés à ouvrir les yeux et cesser de rêver. Au diagnostic actuel, les Institutions de Breton Woods ne feraient jamais leur développement.

- « Le livre noir du communisme, Crimes, terreur, répression » paru en 1997 aux éditions Robert Laffont. Ecrit par un collectif de 06 auteurs de différents pays, c'est un ouvrage qui essaie de faire un bilan du communisme à l'occasion du 80ème anniversaire de la révolution russe de 1917.

- Jean Ziegler « Le livre noir du capitalisme » 1998, éditions Terre des cerises. C'est un ouvrage collectif écrit par 16 auteurs sous la direction de Jean Ziegler « Il aborde beaucoup de problèmes mondiaux, de la Traite des Noirs à la mondialisation financière ».

- A. Laurin Lamothe, F. Legault, S. Tremblay-Pepin, « Construire l'économie post-capitaliste », 2023 Lux éditeur Québec,

- T. C. Pauchant, « Adam Smith, l'antidote ultime au capitalisme, Sa théorie du capabilisme », 2023, Dunod Paris.

- A. Giddens, T. Blair, « La Troisième Voie », 2002, Edition du Seuil, Paris VIème. L'ancien premier britannique, homme d'Etat, Tony Blair pense que, ni le capitalisme, ni le communisme ne feront le bonheur du monde. Il est urgent de trouver une « troisième voie » en tirant les leçons des deux premières.

De tout ce qui précède, il apparait clairement que des ajustements sont inévitables. Avertis des faiblesses du système et faisant siens les constats des diagnostics, des grands pays ont renforcé les outils et mécanismes de veille.

V – EN AFRIQUE, IL Y'AVAIT DES MODELES

22. Autant d'alertes par de grands penseurs et connaisseurs du système qui militent en faveur des réflexions pour des modèles

dans les pays Africains, prenant en compte l'histoire, la culture et la géographie du continent. L'Afrique de nos grands-parents et arrières grands parents n'était ni capitaliste, ni socialiste.

Faut-il attendre encore qu'ils viennent proposer les résultats de leurs travaux ? Et qu'on joue encore à la victimisation ?

Les pays du continent comptent, de nos jours, des millions de compétences dans tous les domaines du savoir et capables de prendre en mains le devenir du continent. Elles sont de plus en plus appuyées par des volontés politiques.

Dans les états major des ministères de l'économie et des finances, des Organisations continentales, des Instituts de recherche, dans les universités avec des milliers d'enseignants chercheurs, des équipes devraient être à pieds d'œuvres dans la réflexion. Il restera la confiance du pouvoir politique, sorte de visa sans lequel le modèle ne sera jamais mis en œuvre.

23. Des modèles économiques ont pourtant existé au berceau de l'humanité. Des entretiens avec des personnes âgées, et dans un passé très récent au moment des indépendances, on pouvait observer chez beaucoup de communautés, ce qui suit :

- Le Village ou la Communauté avait ses biens : champs, animaux, plantations et autres biens de la collectivité. Les produits de ces biens servaient à couvrir les dépenses du village ou de la communauté. Ils étaient suppléés par des appuis réclamés aux familles.

- Chaque famille avait ses biens collectifs appartenant à la famille le « foroba » et les biens des membres de la famille, le « djon foro ». Le « foroba » servait à faire aux dépenses de la famille. Il était complété, aux besoins, par des biens des membres de la famille.

Le chômage était inexistant, la richesse d'un Village ou d'une Communauté était mesurée à la valeur de la richesse des familles.

24. Pourrait-on dire, voici un nostalgique qui veut ramener le temps. Pourtant ce modèle pourrait être reproduit dans le contexte du Mali d'aujourd'hui avec la même architecture.

- Les villages et les communautés sont remplacés par l'Administration centrale, (l'Etat) et les Collectivités décentralisées. Elles doivent reprendre l'économie en mains la création d'entreprises publiques et mixtes. Le pays doit reconstituer son tissu industriel par la création de sociétés d'Etat et la promotion de sociétés nationales.

- Des « cahiers de charges économiques » doivent être donnés aux collectivités décentralisées avec des objectifs clairs.

- La cellule familiale et les Unités privées demeurent le noyau économique de création de richesse du pays.

Dans cette architecture, la justice doit jouer pleinement son rôle de redresseur des torts, de sanctions exemplaires contre des délinquants financiers. La mauvaise gestion, avec à la clé, l'impunité explique en grande partie les dérives des Entreprises publiques.

Sans la prise en mains de l'économie par l'Etat notamment dans des secteurs jugés stratégiques, l'indépendance économique serait difficile à atteindre et la souveraineté nationale serait un idéal difficilement réalisable.

25. Tout modèle repose sur deux facteurs clés de succès : des esprits pensants qui proposent et des leaders politiques ou Hommes d'état charismatiques qui croient et mettent en œuvre.

Tel a été le cas aux Etats Unis, lors de la grande crise de 1929. L'économiste John Maynard KEYNS, Conseiller spécial du Président propose sa solution de « politique budgétaire » au Président Franklin Delano ROOSVELT (FDR) qui l'accepte et met en place son Programme New Deal : la politique des grands chantiers. L'Amérique est tirée d'affaires.

26. Sur le continent, au risque de choquer plus d'un, l'économiste Alassane Dramane OUATTARA est comparable à J.M. KEYNS. En effet, lors de la grande crise de la dette des années 86 /87, le Président Félix Houphouët BOIGNY lui fait appel, alors qu'il était Gouverneur de la BCEAO.

Nommé premier ministre, il propose ses solutions au Président Houphouët, qui les accepte, mêmes si certaines ont été jugées incompatibles avec la construction communautaire. Il les met en œuvre et redresse les comptes publics et depuis lors, il ne cesse d'impacter l'économie de la Cote d'Ivoire, qui se classe de nos dans les 15 premières économies du continent parmi 53 pays.

27. Tout modèle se penche sur les mécanismes adéquats de financement de l'économie. La dette semble incontournable. L'endettement d'un pays est relativement complexe. Il est difficile d'en parler si on ne connait pas tous les paramètres notamment :

- l'horizon, c'est-à-dire la durée de remboursement,

- le montant total par rapport au Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire la richesse annuellement créée par le pays, permettant son remboursement : c'est la « soutenabilité » de la dette.

- le mode de remboursement : échéance unique à terme ou échéances étalées dans le temps.

- le service de la dette : les taux d'intérêts qui peuvent être fixes ou variables,

- les taux de change flottants pour l'endettement en monnaies

étrangères,

- la répartition de la dette entre « dette intérieure » et « dette extérieure », d'une

part et d'autre part, entre l'Etat, les Collectivités territoriales et le Secteur privé. Un pays pourrait s'endetter pour le rétrocéder aux Entreprises, aux Collectivités territoriales ou pour faire face à ses propres besoins, le financement du déficit d'un Budget de fonctionnement ou d'investissement.

L'endettement rétrocédé aux Entreprises ne fait pas peur. C'est un endettement productif, puisque les Entreprises produisent ou fabriquent, créent de la richesse, remboursent l'Etat, qui rembourse à son tour ses créanciers.

Il en est de même de l'endettement rétrocédé aux Collectivités, celles-ci remboursent l'Etat au moyen de la fiscalité locale, qui rembourse à son tour les prêteurs. Ce pourrait être aussi de l'endettement productif, puisqu'une municipalité pourrait s'endetter pour construire des centres d'animation, des routes « locales payantes ».

Par contre l'endettement de l'Etat lui-même pourrait faire très peur, surtout s'il a servi à financer le fonctionnement de l'Etat : salaires, frais généraux, etc. Il pourrait entrainer des augmentations d'impôts, droits et de taxes. Ce qui pourrait affecter sensiblement le pouvoir d'achats des populations. Cet endettement « non productif » porte les germes de crises sociales.

En conclusion, il appartient aux pays Africains de réfléchir à ce qui est bien pour eux. Personne ne le ferait à leurs places. Les spécialistes Occidentaux parlent beaucoup du « modèle de Singapour ». Ils ventent aussi le « modèle économique du Botswana » qui a pris appui sur l'utilisation judicieuse des produits de l'industrie du diamant, pour porter son développement.

Le développement repose sur le postulat de base que le pays existe. Dans le contexte actuel de guerres contre le terrorisme que vivent les pays du Sahel, être aux côtés des forces armées de défense et de sécurité me parait un soutien moral important, un devoir de reconnaissance pour l'important l'effort fait pour le "recouvrement de l'entièreté" du territoire national. En effet, faut-il le rappeler de 2013 à 2023, soit pendant 10 ans, le « Mali un et indivisible » était presque un vain slogan, une fiction, le pays était divisé de fait.

Les immenses informations et faits dévoilés à la suite de la prise de Kidal pendant la bataille du 10 au 14 novembre 2023 : exploitations minières, constructions de centaines de magasins, et autres investissements, les escalades diplomatique, politique et militaire avec l'Algérie sont des faits significatifs illustrant que des avancées étaient faites en vue de la partition de notre pays.

Bien entendu, la victoire n'est pas totale et les combats pourraient continuer longtemps, mais des millions de Maliennes et Maliens apprécient fièrement le fait qu'aucune partie de leur pays ne leur est plus interdite.

Enfin, les ruptures en cours offrent l'opportunité pour les pays de trouver par eux – mêmes leurs voies. Les pays sont entrain de tourner le dos à l'assistanat des soi-disant sauveteurs, qui les ont maintenus à l'état végétatif depuis plus de 60 ans. Il faut donc une économie endogène forte pour survivre. Comme on ne fuit pas un coupeur de pieds pour se confier à un coupeur de mains, au risque de ne pas échapper à la mutilation, il s'agit d'être vigilant et de ne pas donner de blanc-seing en contrepartie de la « protection ».

Ambitionnant d'envisager notre développement aux moyens de partenariats « gagnants – gagnants » avec tous les pays du monde, il s'agira d'identifier, ce qui est acceptable pour nos pays et ce qui ne l'est pas. En somme il s'agira de construire des partenariats basés sur nos modèles. /

Siné DIARRA
Expert –Comptable,
Essayiste Bamako – Mali

SALON DES MEDIAS DU MALI

3ÈME ÉDITION

DU 09 AU 12 MAI

2024

l o a d i n g . . .

Samprin Bob

Oú se trouve #Soundjata_Train qui nous a coûté 16 Milliards pour son redémarrage ?

Depuis fin 2023 on a plus les nouvelles du train de la souveraineté retrouvée

Allons aux élections tieeee kissè tè diabala, Mounoumounou saloooo va nous tuer.

Adjaratou Ouedraogo officiel se sent positif.

Aicha Trembler c'est parceque je ne voulais pas bcp parler sinon que j'avais ressenti ça à travers ton dessin pendant Ma Ville En Peinture.
Regarde bien le vide entre le haut et la Culotte .
Félicitations ma Grande.

Soulby Sanogo

Tellement dugu bé kak, même les Coachs en développement personnel ont disparu

Amadou Sanogo

Devoir de reconnaissance

Je voudrais m'excuser auprès des siens à qui j'ai pas pu effectuer une visite lors de mon séjour dans Mali-Koura. C'était un voyage imprévu et surtout dans une condition très particulière.

Il y a un an cela j'avais déposé mon passeport au renouvellement à l'ambassade de mon pays d'accueil depuis Mars 2023, c'est après 3 mois d'attente il resort que mon passeport serait bloqué au MSN pour la non conformité de mon numéro Nina. Je tente à tous les moyens pour pouvoir débloquer cette situation, mais en vain, alors j'étais obligé d'assister impuissamment mon avenir se compromettre banalement.

Désespérer, et coincé, j'ai tapé toutes les portes pour éviter le pire, mais hélas ce que je voulais éviter est arrivé:

Mon titre de séjour a été mise en pause pendant 1 an et 6 mois, mon contrat de travail qui me permettait de vivre et payer mes frais d'études et loyer a été suspendu pour faute d'un passeport Malien en cours de validité.

Pour ne cité que ceci, l'anecdote est longue, j'en ai perdu d'énormes privilèges, pendant cet temps de la vache maigre.

Quelle a été le rôle de la représentation diplomatique de mon pays d'accueil ? Rien, à la fin ils ne me répondaient plus mes messages !

À toutes ces personnes qui croient en moi, s'il vous arrive la chance d'être binational, prenez le, même si c'est la nationalité Philippine ou haïtienne. Ceux qui se sont retrouvés une fois dans une situation similaire savent de quoi je parle...Étant détenteur de la seule nationalité malienne vous risqueriez de perdre la boussole de votre avenir, et de façon banale et scandaleuse[...]

Merci aux frères jumeaux , Ãlãsco Le Pétrolíier Niare et AG Al-Fousseyni Niare au ministère de la sécurité inté-

rieure qui m'ont arraché dans les mains du système calamiteux et dangereux en boubou blanc, mais pourri de l'administration Mali-Koura.

Tâchons d'y réfléchir A. SANOGO

Ministère de la Justice du Mali

Succès de la 12e Session Ordinaire du Conseil d'Administration de l'INFJ "Maître Demba DIALLO"

La 12e Session Ordinaire du Conseil d'Administration de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) "Maître Demba DIALLO" s'est déroulée avec succès sous la présidence de Monsieur le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mamoudou KASSOGUE, le 21 mars 2024. Les travaux ont été marqués par le discours d'ouverture du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux.

Dans son discours d'ouverture, le Garde des Sceaux a souligné l'importance du Conseil d'Administration en tant qu'organe décisionnel crucial pour l'orientation et le fonctionnement de l'INFJ. Il a rappelé le rôle fondamental de cette session dans l'analyse des performances passées et la définition des orientations futures de l'institut.

Le Ministre a également mis en lumière les défis budgétaires rencontrés par l'INFJ en raison des contraintes économiques nationales et internationales. Malgré ces difficultés, il a salué les efforts déployés par l'institut pour maintenir un haut niveau de performance, notamment en matière de formation des professionnels de la justice.

Une attention particulière a été accordée aux réalisations de l'INFJ au cours de l'année écoulée, notamment en ce qui concerne la formation de plus de 1425 personnes dans différents domaines juridiques.

M. KASSOGUE a félicité le Directeur Général Dr. Toubaye KONÉ et son équipe pour les résultats obtenus en 2023 malgré les défis rencontrés. Il a encouragé l'INFJ à poursuivre sur cette lancée en visant l'efficacité, l'efficience et l'économie dans l'exécution du budget pour l'année à venir.

C-COM/MJDH

Maliballon

Les aigles au tournoi 1986 de Dakar

Debout de gauche à droite : Bourama Traoré, Amadou Pathé Diallo, Feu Karamoko Diané, Abdoulaye Baky Traore, Fanyeri Diarra et Feu Lassine Soumaoro

En Bas de gauche à droite : Mohamed Djila, Aly Diarra, Drissa Keita, Seydou Diarra platini et Mamadou Coulibaly dit Kouici

Mohamed Soumaré
Consultant sportif

Ayoba FAYE

@autruicomoi

Les images qui nous viennent de #Mbacké sont juste incroyables en terme de mobilisation. Le candidat Diomaye peine à accéder à la ville à cause de l'immense foule qui est sortie l'accueillir. Je rappelle que c'est le département le plus peuplé du Sénégal, selon le dernier Recensement de l'ANSD #SunuElection2024

COMMUNIQUÉ
DIRECTION GÉNÉRALE

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024

La Direction Générale

(+223) 20 22 59 17 www.inps.ml infos@inps.ml INPS.Mali @INPS_Mali

Diplomatie : Le nouvel ambassadeur du Mali en Allemagne présente sa lettre de créance

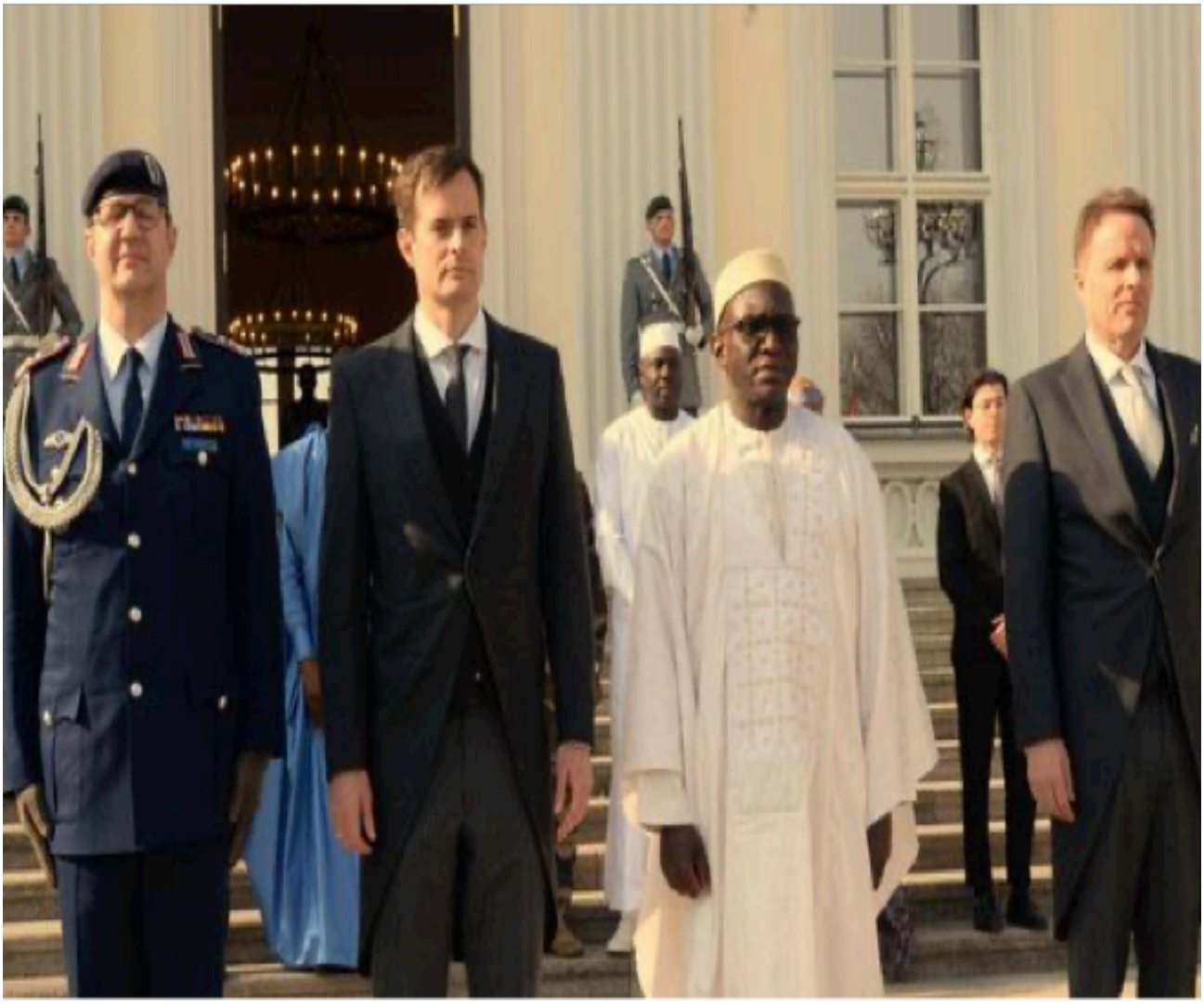
Son Excellence Monsieur Cheick Mahamadou Chérif KEITA, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Mali près la République Fédérale d'Allemagne, a récemment présenté ses Lettres de créance au Président Fédéral, Son Excellence Monsieur Frank-Walter Steinmeier, lors d'une cérémonie protocolaire qui s'est déroulée le mercredi 20 mars 2024.

Lors de cette rencontre officielle, l'Ambassadeur KEITA a eu l'occasion de transmettre les salutations chaleureuses de Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali, au Président fédéral allemand. Cette démarche symbolise l'importance des liens historiques qui unissent le Mali et l'Allemagne, ce dernier ayant été le premier pays à reconnaître la souveraineté nationale et internationale du Mali.

Dans un esprit de coopération et de partenariat, l'Ambassadeur KEITA a souligné son engagement à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, conformément à sa mission diplomatique et aux principes qui guident désormais l'action publique au Mali. Il s'est ainsi engagé à œuvrer pour le renforcement de la coopération dans l'intérêt mutuel des deux nations.

Cette rencontre entre Son Excellence Monsieur Cheick Mahamadou Chérif KEITA et le Président Fédéral allemand marque un nouveau chapitre dans les relations entre le Mali et l'Allemagne, ouvrant la voie à une collaboration renforcée et fructueuse dans divers domaines d'intérêt commun. Le nouvel ambassadeur malien auprès de la République Fédérale d'Allemagne, espérons-le, va rafraîchir les relations diplomatiques entre le Mali et l'Allemagne, surtout que récemment l'Allemagne avait décidé du retrait de ses troupes du Mali.

Fatou Sissoko



Commission de l'UA à Addis-Abeba
Dr Madou Diallo présente sa lettre de créance

Son Excellence Docteur Madou DIALLO, Ambassadeur et Représentant permanent du Mali auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba, a officiellement présenté ses Lettres d'accréditation à Son Excellence Monsieur Moussa Faki MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union africaine, le lundi 18 mars 2024. Cette étape marque le début de sa mission diplomatique et de sa contribution aux relations entre le Mali et l'Union africaine.

Lors de cette rencontre protocolaire, l'Ambassadeur DIALLO et le Président de la Commission ont eu l'opportunité d'aborder des sujets majeurs concernant la région, notamment la situation politico-sécuritaire au Mali. Ils ont échangé sur les défis actuels et les perspectives d'amélioration, dans un contexte régional où la stabilité et la paix sont des enjeux primordiaux.

Par ailleurs, les discussions ont également porté sur les questions sous-régionales d'intérêt commun, soulignant l'importance de la coopération et de la solidarité entre les pays membres de l'Union africaine. L'Ambassadeur DIALLO s'est engagé à renforcer les liens de coopération entre le Mali et l'organisation continentale, en travaillant main dans la main avec les différentes instances pour promouvoir le développement et la prospérité de la région.

Cette rencontre a ainsi permis d'établir un dialogue constructif et de poser les bases d'une collaboration fructueuse entre le Mali et l'Union africaine. L'engagement de Son Excellence Docteur Madou DIALLO en tant qu'Ambassadeur témoigne de la volonté du Mali de contribuer activement aux efforts régionaux et internationaux pour favoriser la paix, la sécurité et le développement en Afrique.

Cette cérémonie d'accréditation a marqué le début d'une nouvelle ère de coopération entre le Mali et l'Union africaine, basée sur le dialogue, la compréhension mutuelle et la recherche de solutions communes aux défis auxquels la région est confrontée. Son Excellence Docteur Madou DIALLO s'engage à représenter dignement son pays et à œuvrer pour un avenir meilleur pour l'Afrique dans son ensemble.

Ibrahim Sanogo

Ramadan Tour 2024 : Assistance du Mouvement ''An biko'' à des couches les plus vulnérables

Le Mouvement Politique et Citoyen ''An biko'' a lancé sa troisième édition ''Ramadan Tour'' le jeudi 14 mars 2024, au Centre de Regroupement et d'Instruction Physique de Kati (CRIP). Cette opération consiste à assister certaines couches vulnérables en ce mois béni de Raman. Ainsi, 25.000 kits composés de riz, du sucre et d'huile seront répartis entre ces couches sur l'ensemble du territoire. Toutes les sensibilités de la ville et des représentants des ministères de Affaires Religieuses et de la Santé ont pris part à ce grand évènement. La cérémonie de remise a été présidée par la Vice-présidente du mouvement, Mme TOURE Binta NIANE.

Pour cette phase de lancement de donation de vivres avec une enveloppe de deux millions de nos francs, 150 blessés de guerre de Kati font partie des heureux bénéficiaires.

Dans son intervention, le représentant du Directeur du Service Social des Armées, le Commandant Souleymane SIDIBE a déclaré qu'en ce mois béni du ramadan, avoir une pensé aux personnes qui se trouvent dans le besoin est salutaire, de surcroit venir en aide aux militaires qui ont été blessés au cours de l'exécution de leur mission régalienne, est un geste hautement patriotique et symbolique. Avant d'ajouteter que cet acte envers ces blessés est plein de sens et démontre que le bien-être des militaires en service commandé, s'inscrit parmi les priorités de ce mouvement.

La Vice-présidente du Mouvement ''An biko'', Mme TOURE Binta NIANE a expliqué les raisons de cette opération et le choix porté sur les blessés de guerre. « Si nous dormons aujourd'hui et que nous sommes contents pour la libération de Kidal, c'est parce que certains ont donné leur vie et d'autres blessés. Cette donation aux blessés est une marque de reconnaissance et non une récompense. Le Mouvement ''An biko'' vous soutient nuit et jour », a affirmé la Vice-présidente.

Mme TOURE Binta NIANE a souligné que notre pays traverse un des moments les plus difficiles de son histoire et qu'il a besoin de tous ses fils. Elle a exhorté tout un chacun de jouer son rôle pour que la paix revienne au Mali. C'est pourquoi le Mouvement ''An biko'' s'inscrit dans le cadre de cette dynamique. « Il a entrepris depuis sa création, de nombreuses activités à travers le pays pour le bien-être des Maliens », a-t-elle conclu.

1ère Cl Sidi MARIKO
Source : DIRPA

New York (3ÈME UNE)
Visite du Ministre Dr COULIBALY Mariam MAIGA au siège de l'UNFPA

En marge de la 68ème session de la Commission de la Condition de la Femme (CSW), le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali, Dr COULIBALY Mariam MAIGA, a effectué une visite de courtoisie au siège de l'UNFPA à New York le mardi 19 mars 2024. Accompagnée par l'Ambassadeur permanent du Mali auprès des Nations Unies, Issa KONFOUROU, ainsi que par la Directrice du Fonds d'Appui à la Formation et à l'Emploi des Jeunes (FAFE), la Directrice du Programme National de la Violence Basée sur le Genre (PNVBG) et la présidente de l'Association pour le Progrès et la Défense des Femmes (APDF), la délégation malienne avait pour objectif d'échanger sur le partenariat existant et les perspectives de collaboration entre le Ministère et l'UNFPA.

À son arrivée, le Ministre Coulibaly a été chaleureusement accueilli par Mme Diene KEITA, Secrétaire Exécutive Adjointe de l'UNFPA. Les discussions ont porté sur divers sujets, notamment le fonctionnement de la base de données sur la Violence Basée sur le Genre en cours de mise en place au PNVBG, la réinsertion des survivantes de violences basées sur le genre, l'autonomisation des femmes en matière de santé, le financement insuffisant du FAFE pour prendre en charge les survivantes de VBG, et le renforcement des centres d'autopromotion des femmes.

Le Ministre a souligné l'importance des actions de l'APDF en faveur des survivantes de VBG et a mis en avant la collaboration fructueuse avec son Département. De son côté, la représentante de l'UNFPA s'est félicitée de cette visite et a salué les actions entreprises par Mme le Ministre en faveur des femmes et des enfants du Mali. Elle a souligné le partenariat solide entre le Ministère et l'UNFPA, tout en rappelant la vision claire du Gouvernement malien qui guide les actions des partenaires.

Lors de la rencontre, il a été proposé à Mme le Ministre de participer à une importante réunion sur la Population et le Développement prévue au mois d'avril aux Nations Unies. De plus, la Secrétaire Exécutive Adjointe de l'UNFPA a assuré qu'elle entrerait en contact avec le Représentant Résident de l'UNFPA au Mali afin de renforcer l'appui en faveur du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Cette visite a permis de renforcer les liens de coopération entre le Mali et l'UNFPA, soulignant l'engagement commun en faveur de l'autonomisation des femmes et de la protection des droits des enfants. Cette rencontre laisse entrevoir de nouvelles opportunités de collaboration et d'appui mutuel dans la promotion du bien-être des femmes et des enfants au Mali.

Arouna Sidibé

Sécurité alimentaire : Le CNSA planche sur les réponses d'urgence à apporter aux nécessiteux

La 20e session ordinaire du Conseil national de Sécurité alimentaire (CNSA) au titre de la campagne agricole 2023-2024 s'est ouverte jeudi dernier (14 mars 2024). Elle se tient au moment où les Maliens sont durement affectés par des crises successives d'ordre alimentaire et humanitaire, avec un impact plus marqué pour les régions du centre et celles du nord.

Face à cet état critique, la situation alimentaire est en phase urgence à Ménaka, en phase crise dans 12 cercles. Tout comme 25 cercles ainsi que les six communes du district de Bamako sont en phase minimale. Le nombre de personnes en phase de crise est passé de 1 372 224, soit environ 5,99 % de la population totale, à 4 020 622 personnes, soit 17,56 %. Cette irrégularité de la courbe témoigne de la situation d'insécurité, des déplacements inhabituels de populations et des perturbations des activités socio-économiques, avec la dégradation des moyens de subsistance.

En réponse à cette crise, les autorités de la Transition entendent apporter de l'assistance alimentaire de l'ordre de 22 870 à 40 510 tonnes de céréales aux besoins de 1 372 224 personnes. Elles attendent aussi distribuer de façon ponctuelle plus de 6 000 tonnes de céréales, subventionner plus de 8 723 tonnes de riz, mettre en place des facilités alimentaires dans les six communes du district de Bamako et garantir un accès alimentaire ainsi qu'une diversification des modalités de réponses au profit de 600 ménages vulnérables identifiés. «Le Plan national de réponses 2024, tentera d'apporter des solutions d'atténuation pour plus de 1,3 million de personnes, tout en mettant en cohérence les actions conjointes de l'État avec celles des partenaires d'appui», a promis le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Et de conclure en rappelant que «c'est ensemble que nous vaincrons durablement l'insécurité alimentaire» !

Source: Le Matin

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI :
Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.

- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.

- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.

- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.

- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.

- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.

- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.

- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.

- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.

- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).

- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).

- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

Nº VERT 80 00 22

New York (USA)
Ouverture officielle de la 68ème session annuelle de la Commission de la condition de la femme

La 68ème session annuelle de la Commission de la condition de la femme s'est ouverte officiellement à New York sous le thème "Accélérer la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles en s'attaquant à la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes". Cet événement majeur a réuni de nombreux intervenants de renom, parmi lesquels Madame Kankou Sissoko, Chargée de mission genre et représentant Madame le Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Les discussions lors de cette session ont porté en profondeur sur l'état actuel de l'égalité des sexes dans le monde. Les intervenants ont souligné l'importance cruciale du moment présent pour la réalisation de l'égalité des sexes à l'échelle mondiale. La question des investissements dans des politiques et des programmes visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes ainsi que le renforcement du leadership des femmes ont été au cœur des débats.

Selon les experts présents, ces investissements sont essentiels et pourraient avoir des retombées significatives : plus de 100 millions de femmes et de filles pourraient sortir de la pauvreté si des mesures sont prises en matière d'éducation, de services de planification familiale, de salaires équitables et d'extension des avantages sociaux. De plus, près de 300 millions d'emplois pourraient être créés d'ici 2035 grâce à des investissements dans les services de soins.

Il a également été souligné que la réduction des disparités entre les sexes sur le marché du travail pourrait entraîner une augmentation de 20 % du produit intérieur brut (PIB) par habitant dans toutes les régions du monde. En marge de cette 68ème session, d'autres événements ont été organisés, notamment un panel sur l'autonomisation de la femme en période de conflit en Afrique de l'Ouest, avec le Mali comme cas d'étude, présidé par le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en présence de l'Ambassadeur et représentant permanent du Mali à New York.

En cette occasion importante, des discussions ont eu lieu sur l'élaboration en cours d'une stratégie nationale d'entrepreneuriat et de programme de mobilisation des compétences de la diaspora, mettant en lumière les efforts déployés au Mali en matière d'entrepreneuriat.

■ **Fatou Sissoko**

Contestation concernant le foncier dans la cité Goudiaby des 50 Logements

Le chef de la BUPE cherche-t-il à contourner le secrétaire général de la Mairie de la Commune IV ?

Des préoccupations liées au foncier et à la croissance anarchique des bars à proximité immédiate de la cité Goudiaby des 50 Logements de l'ACI 2000 en Commune IV du District de Bamako ont créé des tensions entre le chef de la Brigade Urbaine pour la Protection de l'Environnement (BUPE) de la Mairie de la Commune IV du District de Bamako, M. Bakary FANE, et les membres de l'Association des Habi-

tants de cette zone.

Une visite à la Cité Goudiaby des 50 Logements de l'ACI 2000 en Commune IV du District de Bamako révèle une situation alarmante. Des bars poussent comme des champignons : « Crystal », « Chez l'oncle », « Abondance », « Yushan », « Province »... Malgré son désaccord et son opposition aux autorisations d'ouverture accordées à ces établissements, les démarches entreprises par l'Association des Habitants des 50 Logements de la cité Goudiaby de l'ACI 2000 en Commune IV du District de Bamako restent infructueuses. Elle souligne que l'implantation de ces bars à forte consommation d'alcool à proximité immédiate d'une zone résidentielle est une source de troubles, favorisant la criminalité, les nuisances sonores et exerçant une influence négative sur la jeunesse de la cité et de la commune, en contradiction avec la politique de sécurité et de tranquillité des citoyens prônée par les autorités.

Des allégations de voracité foncière visant le chef de la Brigade Urbaine pour la Protection de l'Environnement (BUPE) de la Mairie de la Commune IV du District de Bamako sont également évoquées. Il est mentionné que dans sa quête d'appropriation, le chef de la BUPE en Commune IV du District de Bamako tente d'attribuer à la propriétaire d'un bar jouxtant la cité Goudiaby des 50 Logements de Lafiabougou, un espace situé à l'intérieur de ladite cité, avec un Titre Foncier (TF) établi par décret présidentiel. Alerté, le secrétaire général de la Mairie déclare ne pas être au courant d'une telle tentative d'appropriation, affirmant que la Mairie n'a accordé aucune autorisation en ce sens et qu'elle n'agirait pas de la sorte.

Hiérarchie à la Mairie de la Commune IV de Bamako

La question qui se pose est de savoir si le chef de la BUPE, M. Bakary Fane, est supérieur au secrétaire général de la Mairie de la Commune IV du District de Bamako, qui assure l'intérim dans la gestion de cette Mairie.

Appel à la vigilance pour améliorer nos services publics

"Les vieilles pratiques ont la vie dure. Quelle que soit sa volonté, un tigre ne peut pas accoucher d'un agneau. Soyons vigilants à tous les niveaux pour éliminer les dysfonctionnements qui paralysent certains de nos services publics", soulignent des membres de l'Association des Habitants des 50 Logements de la cité Goudiaby de l'ACI 2000 en Commune IV du District de Bamako.

Affaire à suivre

■ **Bokoum Abdoul Momini**

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Conseil National du Patronat Malien : Le réveil inattendu du dossier du contentieux électoral

Le dossier du contentieux électoral, relatif à la mise en place du bureau du Conseil national du patronat (CNPM) qu'on croyait clos, n'en est pas. Deux ans après avoir été porté à la tête de l'organisation patronale au détriment des deux protagonistes écartés par l'Administration provisoire, Mossadeck Bally et ses collègues devraient faire face encore à la justice pour être fixés sur leur sort.

La Cour d'Appel de Bamako, selon plusieurs sources, vient de juger recevable la plainte de ceux qui ont toujours contesté la légalité du bureau exécutif dirigé par Mossadek Bally.

Auparavant, en première instance, c'est à dire au niveau du tribunal de grande instance de la Commune IV du district de Bamako, les plaignants avaient été déboutés au motif que leur plainte est irrecevable. Avec cette nouvelle, Mossadeck Bally risque gros.

Comment Bally s'est-il retrouvé à la tête de l'organisation patronale ?

A la fin de son mandat à la tête du CNPM, Mamadou Sinsy Coulibaly appelé communément Madou Coulou, s'est porté candidat pour un second mandat. Son challenger était Diadié Amadou Sankaré. A l'issue des opérations de vote, chaque candidat s'est proclamé vainqueur. L'un porta plainte contre l'autre. C'est ainsi que débuta un long feuilleton judiciaire jusqu'au niveau de la Cour suprême.

Les décisions judicaires de la Cour Suprême et du Tribunal de grande instance de la commune IV consacrent l'annulation des deux Assemblées Générales électives et de l'ordonnance gracieuse. Elles précisent qu'il n'existe plus au

CNPM ni bureau, ni Président et par conséquent il revient aux membres consacrés par les textes de prendre leur responsabilité pour sauver leur organisation qui se meurt. C'est ainsi que les groupements professionnels membres, appuyés par des missions de bons offices, ont tenu une Assemblée générale. Le principe d'une administration provisoire a été décidé, avec une représentation égalitaire. Cette solution n'a pu définitivement résolue le problème car chaque camp défendait ses intérêts avec hargne au sein de cette administration provisoire.

Malgré tout, cette Administration provisoire saisit l'occasion pour procéder à la relecture des textes demandée par les organisations professionnelles et groupements patronaux régionaux. Ce qui fut une bonne occasion pour l'équipe de l'Administration provisoire d'organiser de nouvelles élections sans les deux protagonistes du conflit, Diadié et Madou Coulou. Ce sont ces élections qui ont porté Mossadeck Bally à la tête de l'organisation patronale.

L'Administration provisoire avait-elle le droit d'organiser des élections en excluant certains membres du CNPM ? Non contents de cette mise en place du bureau exécutif, certains membres du CNPM ont décidé de porter l'affaire en justice. En première instance, leur plainte a été jugée irrecevable, en appel, elle l'a été recevable. C'est dire que dans les prochains mois, l'on saura si Bally et son équipe resteront aux commandes de l'organisation ou la quitteront.

Youssouf Konaré
Source : Le Nouveau Réveil

Journée Internationale des Droits des Femmes : Une Lutte Contre la Corruption et pour l'Égalité

Le 08 Mars, Journée Internationale des Droits des Femmes, est une date symbolique célébrée au Mali depuis 1994, mettant en lumière la lutte historique des femmes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette journée tire ses origines de la révolte des ouvrières des usines textiles de Chicago, aux États-Unis, dans les années 1857. Instituée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1977 comme la « Journée Internationale de la Femme » (JIF), elle vise à célébrer les accomplissements politiques, économiques, culturels et sociaux des femmes, tout en soulignant l'urgence d'atteindre l'égalité entre les

femmes et les hommes dans tous les secteurs de développement.

L'objectif de cette journée va au-delà de la simple célébration, elle offre l'opportunité de sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur la condition des femmes, de plaider en faveur de leurs droits et d'évaluer les progrès réalisés en termes d'égalité homme/femme. C'est également un moment pour mettre en avant le rôle crucial des femmes dans la lutte contre la corruption, un fléau qui mine les sociétés à travers le monde.

La corruption représente un problème majeur qui compromet la démocratie, entrave le développement économique et sape la confiance du public dans les institutions. Les femmes, en raison de multiples formes de discrimination, se trouvent souvent exposées à un risque accru d'être touchées par la corruption. Malgré ces obstacles, les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre ce fléau.

Un rapport conjoint de l'ONUDC et de l'ODF souligne les défis auxquels les femmes sont confrontées, tels que l'accès limité à la justice, le manque de représentation dans les prises de décision et la violence basée sur le genre. Les femmes qui osent dénoncer la corruption peuvent faire l'objet de représailles, allant de menaces à des violences physiques. Leur manque de ressources économiques et de statut social les rend d'autant plus vulnérables à la corruption.

Les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur public et privé sont engagés pleinement pour promouvoir l'égalité des genres et lutter contre la corruption. En cette Journée Internationale des Droits des Femmes, rappelons-nous que l'égalité et la justice pour toutes et tous sont des piliers essentiels d'une société juste et équitable. L'APDF-YELEEN et le Projet LUCEG ont organisé une journée d'échange de causerie visant à promouvoir la défense des droits des femmes et des jeunes filles, ainsi que l'égalité des genres et la lutte contre la corruption au Mali. La cérémonie d'ouverture a réuni plusieurs personnalités, dont le représentant du maire de la commune 5 du district de Bamako, qui a souligné l'importance de l'égalité des genres et du rôle des femmes dans la gestion publique du pays. Avant le début officiel de la conférence-débat, la présidente de l'association Yeleen a prononcé un discours inspirant sur la corruption, mettant en avant le rôle essentiel des femmes dans la lutte contre ce fléau. Le thème de cette journée du 8 mars était "La participation des femmes dans la lutte contre la

corruption", en lien avec la Journée internationale des droits des femmes.

La présidente Aissata Bocoum a souligné que la participation active des femmes dans la lutte contre la corruption est cruciale pour promouvoir une gouvernance responsable et éthique. Leur sensibilité, leur capacité à bâtir des ponts et leur volonté de faire avancer les choses sont des atouts majeurs pour prévenir et dénoncer les pratiques corruptrices. En tant que gardiennes de l'éthique et de la justice, les femmes ont un rôle fondamental à jouer pour assurer l'équité, la transparence et la bonne gestion des ressources.

Leur implication active contribue à renforcer la confiance des citoyens dans les institutions et à favoriser un environnement propice au développement durable et inclusif. Les femmes, par leur responsabilité, leur intégrité et leur engagement, peuvent significativement contribuer à la prévention et à la lutte contre la corruption. Leur voix, leur expertise et leur leadership sont des atouts précieux pour promouvoir une culture de bonne gouvernance et de respect des principes éthiques.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

ÇA SE PASSE AU GRIN : La glace aussi !

Les membres du grin étaient scandalisés en constatant que l'inflation a gagné même la glace, cet adjuvant indispensable dans l'eau, après une journée de jeun sous le soleil ardent. On se serait revenu aux années 70, quand les familles nanties de bamako, possédant un réfrigérateur, se comptaient sur les dix doigts, les autres étant obligés d'aller de familles en familles pour chercher une boule de glace !

Les membres étaient choqués d'apprendre que la glace se vend, aujourd'hui, à 200 F CFA, 300 F CFA, 500 F CFA voire 1000 F CFA ! Il ne s'agit pas d'une bourgade, mais bien à Bamako, bien au 21è siècle, 60 ans après l'indépendance !

Au grin, ils témoignent que le ramadan, période de jeune et de prières intenses, est généralement un moment de partage et de recueillement pour les musulmans. Mais cette année, les options du gouvernement et les conditions de vie ajoutent aux difficultés du ramadan. Du coup, on s'interroge au grin sur ce sentiment d'indifférence du gouvernement et des autorités face à ces souffrances, de résignation.

Les membres pointent du doigt la mauvaise foi de certaines personnes qui profitent de la situation pour se faire les poches et appellent à la solidarité pour mieux faire face aux défis de la vie.

Ibrahima Ndiaye

MALI TRIBUNE

Sortie du documentaire de CGTN Français : « LE RETOUR DES HIRONDELLES - À la recherche de la vérité au Xinjiang »

En 2023, l'écrivain français et expert sur la question du Xinjiang, Maxime Vivas, le président fondateur de Saphir Eurasia Promotion et expert en géopolitique, Jean Pégouret, le directeur de collection aux éditions Delga Aymeric Monville et la rédactrice en chef du magazine du parti Solidarité et Progrès « Nouvelle Solidarité », Christine Bierre, ont entrepris un voyage au Xinjiang. Ils se sont rendus à Kashgar et Urumqi où ils ont visité l'école expérimentale de Kashgar, la société textile Huafang de Shihezi et l'Institut islamique du Xinjiang. Ils ont découvert que le Xinjiang est bien différent de celui décrit dans les médias occidentaux. CGTN Français les a suivis et a filmé ce qu'ils ont vu tout au long de leur voyage.

Source : cgtn.com

La démocratie populaire intégrale
Un modèle réussi de gouvernance

La démocratie est une valeur commune à toute l'humanité. Alors que de nombreux pays explorent des voies démocratiques adaptées à leurs conditions nationales, la Chine propose une nouvelle approche : la démocratie populaire intégrale.

Ce modèle permet à la Chine de se développer à une vitesse exponentielle et demeure une piste à explorer pour de nombreux Etats en développement. A la lumière de ce concept, tout le peuple chinois participe aux élections, aux consultations, à la prise de décisions, à l'administration et à la supervision démocratique en vertu de la loi, et gère les affaires de l'État ainsi que les affaires économiques, culturelles et sociales par divers moyens et sous diverses formes conformément à la loi.

La démocratie populaire intégrale promeut une participation directe et active des citoyens dans le processus de prise de décision. Fondée sur le système de l'assemblée populaire, elle permet au peuple chinois de participer largement et en permanence aux activités politiques à tous les niveaux.

En Chine, les membres des assemblées populaires à tous les échelons sont élus démocratiquement. Ils assument leurs responsabilités devant le peuple et se soumettent à son contrôle. Les représentants des assemblées populaires au niveau des cantons et des districts sont élus directement par le peuple, tandis que les représentants aux niveaux supérieurs sont élus parmi les candidats du niveau immédiatement inférieur.

En 2023, il y avait environ 2,8 millions de représentants des assemblées populaires à tous les niveaux. 95 % d'entre eux ont été élus directement par les électeurs. La Chine compte plus d'un milliard d'électeurs. D'autres formes d'élections ont également lieu. Les résidents ruraux et urbains élisent des membres de comités communautaires pour gérer leurs propres affaires. En 2020, tous les villages et communautés urbaines de Chine avaient élu de tels comités, soit plus de 600 000 membres.

Les sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) constituent une importante vitrine pour observer et comprendre la démocratie populaire intégrale de la Chine. Chaque printemps, les députés de l'APN et les membres du Comité national de la CCPPC se rassemblent à Beijing lors des sessions annuelles, pour faire entendre la voix du peuple et formuler des suggestions ou propo-

sitions pour le développement et le progrès du pays.

Au nom de plus de 1,4 milliard de Chinois, les députés de l'APN exercent le droit de délibération, le droit de faire des propositions, le droit de vote et le droit d'élire. Les membres du Comité national de la CCPPC, issus des divers partis politiques, couches sociales et milieux sociaux, participent à la gouvernance du pays par le biais de la supervision démocratique et de la délibération des affaires de l'État.

Il convient de noter la large représentativité des députés à l'APN et des membres du Comité national de la CCPPC, ce qui leur permet de prendre le pouls du développement socio-économique. Par conséquent, les motions et les propositions soumises se concentrent sur les questions phénoménales et prospectives du développement économique et social de la Chine, qu'il s'agisse de la protection des droits et des intérêts des travailleurs dans les nouveaux secteurs d'activités, des services aux personnes âgées, des soins médicaux ou de l'éducation, du développement vert et bas carbone ou de l'autonomie scientifique et technologique.

La démocratie n'est pas un ornement ou une décoration, mais doit servir à solutionner les problèmes de la population. L'année dernière, les départements du Conseil des Affaires d'État, gouvernement central chinois, ont traité plus de 12 000 suggestions et propositions formulées par les députés et les conseillers politiques nationaux. Près de 4 700 suggestions et propositions formulées ont été adoptées et plus de 2 000 politiques et mesures pertinentes ont été mises en place, ce qui a fortement favorisé le développement de haute qualité de l'économie chinoise et l'amélioration du bien-être de la population.

De 2018 à 2023, le gouvernement central a adopté un total de 18 000 suggestions et propositions présentées par les députés et les conseillers politiques nationaux. 40 % d'entre elles sont devenues des mesures politiques. En somme, la « démocratie populaire intégrale » vise à mettre le pouvoir entre les mains des citoyens, afin de garantir une gouvernance plus juste, transparente et équitable.

De nombreux observateurs estiment que le développement et le progrès de la Chine d'aujourd'hui ne sont pas seulement une réussite économique, mais aussi une réussite du système démocratique. Nadia Helmy, professeure en sciences politiques à l'université égyptienne de Beni Suef, a attribué les grandes réalisations du développement social et économique de la Chine à la démocratie populaire intégrale.

Le monde est multicolore et le modèle occidental n'est en aucun cas la seule voie de développement démocratique. La démocratie populaire intégrale est une approche novatrice pour donner le pouvoir au peuple en permettant une participation citoyenne active, une transparence accrue et une responsabilité politique. Cette approche pourrait offrir des avantages significatifs en termes d'inclusion et de participation citoyenne. Pour reprendre l'experte française Léa Bessis, « si nous voulons bâtir un avenir plus juste et plus équitable, il est temps de considérer la démocratie populaire intégrale. Et c'est précisément cela que la Chine propose ».

Source : cgtn.com

Championnat de football : La revanche djolibiste

En clôture de la 19e journée de la Ligue 1 Orange du Mali, le dimanche passé, le match au sommet opposait le Djoliba AC au Stade malien de Bamako. Dans ce classico malien, les Rouges de Bamako ont pris leur revanche sur les Blancs de Bamako en s'imposant par 2 buts à 1 après avoir perdu la manche aller 1-0.

D'une pierre plusieurs coups pour le Djoliba AC ! En battant le Stade malien dans le classico malien, le Djoliba a remporté plus qu'un match de prestige face à son éternel rival. En effet, au-delà de la victoire et de la revanche, les pensionnaires du Complexe Kéké ont repris les commandes du championnat à l'AS Réal de Bamako, battue plus tôt par le Club Olympique de Bamako (2-1). Mieux, ils ont relégué à la 3e marche du podium leur victime du jour. Le Stade malien étant désormais 3e de la Ligue 1 avec 34 points.

De son côté, le Djoliba mène la danse avec 39 points. Soit 5 unités de plus que le Stade malien et 3 points d'avance sur son dauphin Réal de Bamako (36 points). Dans la zone de relégation, l'on retrouve l'US Bougouni (18 points), ATS de Koro (18 points), l'USC Kita (15 points) et l'AS Black Stars (14 points).

A.C

MALI TRIBUNE

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous pourriez manquer un peu de confiance au travail. Vous avez tendance à remettre tout constamment en question comme s'il s'agissait de votre premier jour au bureau. Que se passe-t-il ? D'où vient cette sous-estime de soi ? Sachez que vous êtes un bon élément, peut-être parmi les meilleurs, et que vous n'avez pas à vous inquiéter de votre futur au sein de l'entreprise. Soyez serein et n'hésitez pas à vous confier à votre entourage.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Aujourd'hui, vous aurez des défis à relever et vous devrez faire preuve d'audace. Soyez prêt à vous adapter aux circonstances changeantes. Les prises de risques comportent souvent des imprévus et votre capacité à vous adapter est un atout précieux. Avant de prendre des décisions importantes, prenez le temps d'évaluer les dangers et les avantages. Assurez-vous que cette prise de risque est réfléchie et basée sur des informations solides.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous vous sentez épanoui au travail. Votre énergie créatrice est en ébullition : votre esprit déborde d'idées. Profitez-en pour les mettre à plat. C'est l'occasion de prendre des notes pour les organiser et les visualiser plus clairement. Cela vous permettra d'atteindre plus facilement vos objectifs. Attention à ne pas vous épuiser en mettant trop d'énergie dans vos tâches. Prenez le temps de souffler un peu.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous amorcez un nouveau travail, et vous voulez être irréprochable afin de faire vos preuves. Il vous faut prendre vos marques, et vous familiariser avec vos nouveaux collègues. Les prochaines semaines seront probablement un peu stressantes et bien chargées, mais ne vous mettez pas trop de pression. Donnez-vous le temps de vous adapter, et surtout faites-vous votre propre opinion, sans tenir compte de ce qu'on vous racontera. Évitez les bruits de couloirs.

Lion (22 juillet - 23 août)

Au travail, vous avez l'énergie et la détermination nécessaires pour abattre une grande quantité de travail. Profitez de cette période productive pour avancer sur vos projets, résoudre des problèmes complexes, accomplir des tâches difficiles avec précision et efficacité, et proposer des idées innovantes. Faites confiance à votre intuition pour prendre des décisions importantes. C'est une bonne journée pour mettre en avant vos compétences.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Dans la mesure du possible, essayez de réduire les activités intellectuelles aujourd'hui. Ne vous forcez pas à rechercher l'approbation des autres, il est judicieux de se recentrer sur vous-même. Tentez plutôt de respecter vos propres convictions et principes. Laissez de côté les tâches exigeantes sur le plan intellectuel et mettez l'accent sur des choses qui correspondent plus à vos valeurs personnelles.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Ciel un peu agité. Plusieurs imprévus risquent de survenir, vous saurez les gérer à condition de garder votre sang-froid et votre esprit d'initiative. Faites-vous confiance, vous avez les ressources nécessaires pour contrôler la situation. Des personnes de votre entourage ont également des compétences qui pourraient vous aider, demandez leur conseil. On résout plus facilement les problèmes en faisant appel à l'esprit collectif.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Aujourd'hui, vous serez challengé par vos collègues, mais n'oubliez pas que la rivalité au travail peut être un catalyseur pour l'amélioration personnelle. Vous pourriez être inspiré pour donner le meilleur de vous-même et vous surpasser. Mais attention à ne pas créer de conflit avec vos relations professionnelles. Sachez prendre du recul et faire les choses bien, toujours dans les règles de l'art. Cela vous sera bénéfique.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes souvent à la recherche de concepts inédits, car la nature de votre métier nécessite que vous soyez constamment créatifs. Mais il vous arrive d'être à court d'idées et de manquer d'imagination et de créativité. Sachez que c'est tout à fait normal de rencontrer des passages à vide et ce n'est pas irréversible. Consultez Internet : vous y dénicherez un tas de trouvailles, notamment dans des podcasts ou des blogs de votre domaine.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

La période devrait être prospère sur le plan professionnel. Vos projets avancent et vous relevez tous les challenges qui se présentent à vous. Vos collègues vous apportent un vrai soutien qui contribue à votre énergie positive. Votre nature sociable associée à votre sérieux fait de vous un membre indispensable à votre équipe. Vous êtes en plein épanouissement professionnel. Savourez cette période au maximum !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Aujourd'hui, les astres vous incitent au partage de compétences et aux interactions. La collaboration avec vos collègues peut conduire à des projets réussis dans une atmosphère de travail positive. Soyez ouvert à travailler en équipe et à partager des idées. La communication jouera un rôle capital pour éviter les problèmes et atteindre vos objectifs. Vous vous rendrez compte plus que jamais qu'on est plus efficaces et plus créatifs à plusieurs.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous allez devoir faire face à un défi majeur à relever dans votre carrière, qui nécessitera de l'effort, de la persévérance et de la créativité pour être surmonté. N'hésitez pas à solliciter le soutien de vos collègues ou de votre équipe. La collaboration peut être précieuse pour résoudre des problèmes complexes. Gardez une perspective positive, si vous relevez avec succès ce défi, il pourrait vous apporter de nouvelles opportunités.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com